

NOTE INFORMATIVE AUX ACTEURS HDP TRAVAILLANT DANS LE TERRITOIRE DE MWENGA

Période : Juillet 2025

0. Orientation générale

Le Conflict Sensitivity Hub produit des notes informatives sur le monitoring du contexte, susceptibles d'aider les acteurs HDP¹ à mieux intégrer la sensibilité aux conflits dans leurs actions et pratiques organisationnelles. Le contexte dans l'Est de la RDC pouvant évoluer de façon rapide, ces notes sont pertinentes et utiles dans un temps relativement court après leur production. Cependant, elles restent utiles à long terme pour documenter les évolutions dans le contexte et pour conserver une mémoire des événements qui peuvent alimenter un processus d'apprentissage. La présente note vise à fournir des informations aux acteurs HDP sur les récents développements du contexte des conflits dans le territoire de Mwenga, au Sud-Kivu, afin d'adapter leurs interventions au contexte.

1. Présentation sommaire du contexte

Le territoire de Mwenga, situé dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, traverse actuellement une période de grande instabilité sécuritaire et humanitaire. Riche en ressources minières, notamment en or, Mwenga attire de nombreuses convoitises, ce qui alimente les tensions. Le contexte du territoire de Mwenga est actuellement caractérisé par les conflits armés², les conflits autour de l'exploitation minière³, les conflits de limites entre entités administratives⁴, les conflits de pouvoir coutumier et les tensions entre éleveurs et agriculteurs⁵. L'activisme des groupes armés et les tensions communautaires sont des conséquences de différents conflits cités. D'autres conséquences sont notamment des abus et des violences à l'encontre des civils, dont des viols, des déplacements massifs de population, des enlèvements, des pillages et des entraves à l'accès physique et sécurisé aux champs et aux marchés locaux⁶.

2. Description des facteurs, et causes (immédiates et structurelles) des conflits

¹ Humanitaire, Développement et Paix

² <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-intensification-de-la-reponse-humanitaire-dans-la-province-du-sud-kivu-rapport-de-situation-17-novembre-2023#:~:text=Des%20hommes%20arm%C3%A9s%20ont%20%C3%A0,aux%20champs%20et%20march%C3%A9s%20locaux.&text=On%20note%20une%20recrudescence%20des,d%20hommes%20arm%C3%A9s%20non%20identifi%C3%A9s>

³ Justin Mwetaminwa et Thierry Vircoulon, « Un scandale sino-congolais. L'exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu », Notes de l'Ifri, Ifri, février 2022

⁴ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210914-rdc-manifestation-%C3%A0-mwenga-pour-exiger-le-d%C3%A9part-d-entreprises-mini%C3%A8res-chinoises>

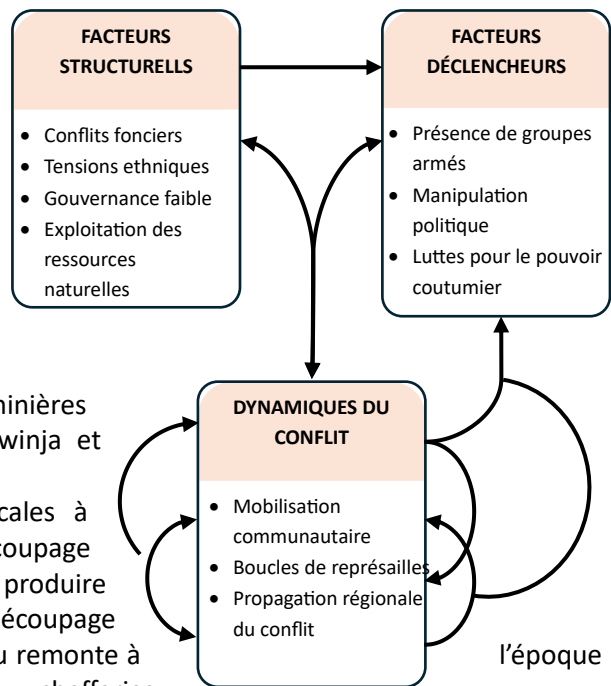
⁵ https://chefferiebasile.org/?page_id=220

⁶ FAO. 2023. République démocratique du Congo: Analyses de conflits dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu – Note de synthèse. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc8227fr>

⁷ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-intensification-de-la-reponse-humanitaire-dans-la-province-du-sud-kivu-rapport-de-situation-17-novembre-2023>

Les causes des conflits dans le territoire de Mwenga résultent d'une combinaison complexe de facteurs structurels, tels que la gestion du pouvoir coutumier, la compétition autour de l'accès et du contrôle des ressources naturelles (terres, minerais), les rivalités communautaires et la faible présence de l'État. Tous ces facteurs interagissent dans un système circulaire à tel point qu'ils, dans une logique systémique, se superposent et s'influencent mutuellement en créant un contexte d'instabilité et de violences marqué par :

- La faible présence de l'autorité de l'Etat (faible gouvernance) laisse place à des chefferies contestées et aggrave l'usurpation des terres, la corruption et l'impunité
- L'incapacité de l'Etat à réguler l'exploitation minière renforce l'exploitation illégale (ce facteur est lié à la faible gouvernance mentionnée ci-dessus, et illustre l'enchevêtrement des facteurs)
- Les ressources naturelles (or, coltan, cassitérites) qui attirent les groupes armés qui s'adonnent au contrôle violent de ces ressources et les entreprises illégales (et autres réseaux opaques regroupant politiciens nationaux et locaux, et firmes étrangères) qui financeraient les acteurs armés locaux et étrangers afin d'avoir un accès facilité aux ressources.
- Les ressources naturelles telles que l'or, le coltan et la cassitérite attirent les groupes armés qui s'engagent dans une exploitation violente de ces matières. Ils sont également soutenus par des entreprises illégales (et d'autres réseaux opaques composés de politiciens à différents niveaux et de sociétés étrangères) qui financent les acteurs armés locaux et étrangers pour faciliter leur accès à ces ressources.
- Les chefferies du territoire de Mwenga les plus touchées par l'exploitation illégale des ressources minières sont : Wamuzimu, Basile, Burhinyi, Luhwinja et Lwindi.
- Les conflits des limites des entités locales à Mwenga datent de l'ancien découpage administratif mal clarifié qui continue de produire des tensions aujourd'hui. En effet, le découpage administratif de la chefferie de Wamuzimu remonte à coloniale, où les frontières entre chefferies, groupements et secteurs ont été tracées sans consultation des communautés locales et souvent sans tenir compte des réalités socioculturelles et géographiques⁷. Actuellement, des clans⁸ sont considérés comme des « enclaves » et militent pour leur indépendance.
- Les chefferies coutumières sont souvent contestées, avec des luttes internes pour le pouvoir et la légitimité, ce qui fragilise davantage encore la gouvernance locale. Dans les Hauts



⁷ Le découpage en 22 groupements rend la coordination difficile, surtout en l'absence de mécanismes clairs de redevabilité et de planification participative.

⁸ Clans : Basinzobe, Bashimwenda, Bamukoka, Bamukono et Bamukumbi. Ces clans sont aujourd'hui considérés comme des "enclaves" et militent pour leur autonomie ou reconnaissance administrative distincte. Bien que culturellement liés aux populations locales, ils estiment que leur intégration dans la chefferie de Wamuzimu ne reflète ni leur histoire ni leur organisation sociale. Ils revendiquent une restructuration territoriale ou une reconnaissance coutumière indépendante, ce qui alimente des tensions avec les autorités traditionnelles en place.

Plateaux de Mwenga, des communautés ethniques (Babembe, Banyamulenge, Banyindu, Bafuliiru, par exemple) s'affrontent très souvent sur fond d'identité et de légitimité territoriale.

Tous ces conflits sont complexifiés par des enjeux géopolitiques régionaux : soutien présumé des pays voisins aux groupes armés rebelles, présence des groupes armés étrangers, internationalisation des conflits, minerais stratégiques (or, coltan, cassitérite), présence des acteurs régionaux qui instrumentaliserait les tensions et les divisions entre communautés locales. Ces enjeux affaiblissent davantage l'autorité de l'État.

3. Description des principaux acteurs et parties prenantes aux conflits

En prenant en compte les facteurs et les différentes dynamiques des conflits du territoire de Mwenga, les principaux acteurs et parties prenantes sont :

- Populations civiles, victimes principales des violences, souvent déplacées ou soumises à des exactions.
- Leaders coutumiers et communautaires, acteurs clés dans la médiation qui sont parfois pris dans les dynamiques de conflit ou accusés de partialité⁹.
- Acteurs étatiques : a) les FARDC¹⁰ sont présentes dans la zone mais elles sont accusées parfois de passivité, de collusion avec certains groupes armés ou d'abus contre les civils¹¹ ; b) la police nationale congolaise qui est faiblement équipée et peu présente dans les zones rurales, limitant sa capacité à faire respecter l'ordre ; c) les autorités administratives locales qui seraient parfois marginalisées ou instrumentalisées par des acteurs armés ou économiques.
- Groupes armés étrangers¹² et locaux sont présents à Mwenga . Ces groupes sont composés de a) Mai-Mai¹³ avec diverses factions, souvent communautaires, qui prétendent défendre leurs terres ou leurs communautés, mais sont aussi impliquées dans l'exploitation illégale des ressources ; b) groupes armés Banyamulenge sont actifs dans les hauts plateaux, parfois en conflit avec d'autres groupes locaux ; c) coalitions armées régionales qui sont des milices qui reçoivent un appui logistique ou politique de réseaux transfrontaliers.
- Acteurs économiques composés des a) exploitants miniers artisanaux et industriels, présents dans les zones riches en or et autres minerais, parfois en lien avec des groupes armés pour sécuriser ou contrôler les sites ; b) Réseaux de trafic de minerais qui sont organisés autour de chaînes d'approvisionnement informelles, souvent transfrontalières, qui alimentent les

⁹ Wakenge C. I. & Matthysen K., Sécuriser l'insécurité : Orpaillage semi-industriel et violence à Mwenga, Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. (IPIS, Bukavu/Anvers, 2023).

¹⁰ Forces Armées de la République du Congo

¹¹ Wakenge C. I. & Matthysen K., Sécuriser l'insécurité : Orpaillage semi-industriel et violence à Mwenga, op. cit. p18.

¹² FDLR, FNL et Red Tabara : Il existe des cas résiduels des FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) et selon des sources locales et des rapports internationaux, les Forces Nationales de Libération (FNL) et Red Tabara, deux groupes rebelles burundais, ont établi des bases dans les hauts et moyens plateaux du Sud-Kivu, incluant le territoire de Mwenga, ainsi que ceux de Fizi et Uvira.

¹² *Patriotes* » en swahili

¹³ Le mot "Mai-Mai" vient du swahili "maji", qui signifie eau. Les combattants Mai-Mai croyaient que l'eau bénite ou magique les rendait invulnérables aux balles. Le terme "Mai-Mai" désigne un ensemble de groupes armés locaux qui ne forment pas une organisation unique, mais plutôt une nébuleuse de milices souvent autonomes, avec des motivations et des alliances variables.

conflits ; c) Commerçants et transporteurs locaux, touchés par le paiement des taxes illégales aux groupes armés pour circuler ou commercer.

- Acteurs régionaux et internationaux : a) Pays voisins (Rwanda, Burundi) : accusés d'ingérence indirecte via des réseaux de soutien à certaines milices ou par le biais de la contrebande de ressources ; b) Organisations internationales qui s'occupent de la protection des civils, de la médiation communautaire et de l'assistance humanitaire.

4. Changements dans le contexte et la dynamique des conflits

a. Changements par rapports aux acteurs

L'arrivée de l'AFC/M23 dans le territoire de Mwenga, dans la soirée du lundi 3 mars 2025 en passant par la localité de Kilungutwe, a modifié la dynamique des conflits armés et des acteurs dans le territoire de Mwenga. Par exemple, les groupes armés Mai-Mai qui autrefois se battaient contre les FARDC sont actuellement rangés à leur côté sous le nom de « Wazalendo¹⁴ » contre l'AFC/M23.

Certaines entreprises minières chinoises ont cessé leurs activités et leurs dirigeants sont partis, laissant leur équipement sur les sites. C'est le cas dans le groupement Balobola en chefferie de Basile et dans la chefferie de Luwhinja où Twangiza Mining a suspendu ses activités d'exploitation de l'or après l'arrivée des rebelles de l'AFC/M23 dans cette entité¹⁵. Cependant, d'autres compagnies minières poursuivent encore l'exploitation : la société Yellow Stone poursuit l'extraction de l'or à Luguswha et Misenga Mining maintient ses activités d'exploitation à Kitutu, dans le groupement de Banampute, en chefferie de Wamuzimu¹⁶. Il est essentiel de noter que même si l'exploitation industrielle de l'or a cessé dans plusieurs sites, l'exploitation artisanale quant à elle, se poursuit toujours dans les zones sous le contrôle des Wazalendo ou de l'AFC/M23¹⁷.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs persistent ; seulement les protagonistes ne se tournent plus vers les instances judiciaires (quasi inactives pour le moment) ou vers les chefs de localités, mais préfèrent désormais faire appel aux Wazalendo qui leur donnent des solutions soi-disant rapides. Par exemple, c'est parfois celui qui a déposé la plainte en premier qui est favorisé¹⁸. Cette situation pose des risques majeurs tels que la violation des droits humains et l'aggravation de l'instabilité. Elle peut également créer des conflits entre communautés et exacerber les tensions.

b. Changement dans les facteurs/causes

Les causes et facteurs demeurent les mêmes. Cependant, certains facteurs des conflits (pauvreté, manque d'accès aux terres, tensions communautaires) sont exacerbés par les barrières illégitimes érigées par les Wazalendo sur la route nationale N°2. Selon des témoignages provenant de la société civile de Mwenga, une soixantaine de barrières ont été dressées sur l'axe Kilungutwe-Lwino et dans les zones périphériques. Ces *check-points* sont devenus des sites de racket et parfois de torture. À chaque point de contrôle, tous les passagers sont tenus de déboursier entre 5 000 FC et 20 000 FC, et ceux qui ne le font pas se retrouvent soumis à des formes de torture¹⁹. D'un point de vue économique,

¹⁴ *Patriotes* » en swahili

¹⁵ <https://actualite.cd/2025/05/09/sud-kivu-twangiza-mining-suspend-ses-activites-apres-larrivee-des-rebelles-de-lafcm23>

¹⁶ *Idem*

¹⁷ Entretien avec un journaliste basé à Mwenga

¹⁸ Entretien avec un responsable de la société civile territoire de Mwenga, *Op. Cit.*

¹⁹ Entretien avec le président du cadre de concertation de la société civile de Mwenga

les coûts des articles de première nécessité ont augmenté deux à trois fois et deviennent de plus en plus rares²⁰.

5. Impacts pour la communauté HDP

Types de risque	Description	Mitigation /Sensibilité requise
Sécurité physique	Présence de groupes armés ²¹ entraînant des affrontements, embuscades, tirs croisés et mines. Indexation ²² des personnes en provenance des zones contrôlées de l'AFC/M3.	Mise à jour régulière des cartographies des acteurs armés et des zones à risque. Limitation des déplacements dans les zones rouges.
Arrestation arbitraire	Les chefs des groupes armés se sont attribués des titres et des rangs, mettant en place leurs propres méthodes opérationnelles qui échappent à toutes les structures administratives, juridiques ou même politiques. Cela pourrait entraver les actions des acteurs HDP.	En cas des discussions avec ces chefs, respecter strict de ces titres, Analyser quels sont les impacts d'intervenir avec des méthodes mises en place par les chefs des groupes armés sur l'image et les valeurs des organisations avant d'intervenir, Reporter ou annuler les activités lorsqu'une intervention dans un tel contexte est jugée nuisible à l'image et aux valeurs de l'organisation et surtout si, elle est estimée dangereuses à la fois pour les staffs et les bénéficiaires
Accès humanitaire limité	Plusieurs axes routiers sont inaccessibles à cause des combats, empêchant l'acheminement de l'aide	Renforcer les discussions et le partage des informations liées à l'accès humanitaire au sein du Groupe de Travail Accès et à travers le FONGI pour que ces plateformes définissent les stratégies de plaidoyer à mener et les cibles de leur démarche.
Extorsion et pillages	Vols de biens humanitaires ou kidnapping de personnels par des groupes armés ou individus opportunistes.	Transport discret et sécurisé des ressources. Engagement avec les leaders communautaires pour une protection des biens, surtout dans les zones gérées par les groupes armés d'obédience communautaire.

²⁰ Autrefois, une mesure de riz qui coûtait 2500FC coûte maintenant 8000FC. Un sac de riz qui était à 60 000 FC est désormais vendu à 167 000 FC, voire jusqu'à 170 000 FC²⁰. Le coût de transport sur la route Bukavu-Mwenga a considérablement grimpé, tandis que les conditions de transport deviennent de plus en plus ardues.

²¹ Wazalendo, Red Tabara, FNL, Twirwaneho/M23, FDLR, FDNB

²² En plus des frais à payer pour franchir les différentes barrières érigées par les Wazalendo et les FARDC, certaines personnes en provenance de Bukavu sont fréquemment accusées par les Wazalendo et les FARDC d'être des complices du M23. De telles accusations n'épargneraient pas les acteurs HDP.

Manipulation politique ou communautaire	Risque d'être perçu comme partisan ou de renforcer les tensions inter-ethniques. Aggravation des tensions communautaires.	Application stricte des principes humanitaires et de la sensibilité aux conflits ; Conduite d'interventions qui réduisent les clivages communautaires. Distribution équitable de l'aide, sans favoritisme perçu. Développement de messages inclusifs et intégrateurs susceptibles de renforcer la cohésion sociale lors de la distribution de l'aide Analyse de conflit intégrée dans la mise en œuvre des projets
Violences sexuelles et basées sur le genre (VBG)	Augmentation des cas de viols, d'exploitation et d'abus sexuels dans les zones de conflit.	Mise en place de mécanismes de protection communautaire Création d'espaces sûrs pour les survivantes Sensibilisation et formation sur les VBG.
Devenir bouc émissaire dans la pénurie des médicaments	Augmentation des cas de décès suite au manque des médicaments et de la prise en charge	Collaborer avec l'inspection provinciale de la santé pour appuyer la zone de santé de Mwenga avec des médicaments et des intrants sanitaires

6. Recommandations

Le contexte sécuritaire du territoire de Mwenga impose une adaptation régulière des stratégies car la zone est exposée aux conflits armés. Pour assurer une intervention sensible aux conflits dans le contexte du territoire de Mwenga, et conformément aux mesures de mitigation évoquées ci-dessus, les acteurs HDP doivent :

- Mener des analyses contextuelles régulières en faisant une cartographie des conflits axée sur les dynamiques, les acteurs et les alliances armées afin d'adapter les objectifs, les zones d'intervention et les bénéficiaires.
- Adapter les mécanismes de mise en œuvre aux réalités locales en privilégiant des approches flexibles et décentralisées, capables de s'ajuster rapidement aux changements sécuritaires et en élargissant le renforcement des capacités locales pour assurer la continuité des services en cas de retrait temporaire des acteurs HDP.
- Assurer la neutralité, l'impartialité et l'équité en mettant en place des critères transparents et participatifs de sélection des bénéficiaires et en évitant toute affiliation réelle ou perçue avec les groupes armés ou les autorités locales partisans.
- Favoriser le dialogue communautaire et la cohésion sociale en intégrant dans les programmes des activités de médiation et de résolution des conflits.
- Créer des espaces de concertation intercommunautaires dans les zones d'intervention pour anticiper les tensions et promouvoir la paix en appuyant des initiatives locales de réconciliation et de mémoire collective.
- Pour les acteurs intervenant dans la santé, mettre la priorité sur le fonctionnement des établissements de santé et sur la prise en charge des patients à Mwenga.

- Protéger les équipes et les bénéficiaires en formant le personnel sur la sensibilité aux conflits, la sécurité personnelle, en sensibilisant tous les staffs sur le VBG et en mettant en place des protocoles de sécurité clairs et adaptés au contexte de Mwenga.
- Renforcer la coordination et le partage d'informations en participant activement aux clusters humanitaires, forums de sécurité et plateformes de concertation territoriale, en échangeant régulièrement avec les autres acteurs (ONG, autorités, leaders locaux) sur les risques, incidents et bonnes pratiques.
- Documenter et partager les leçons apprises pour améliorer les interventions futures.

Bibliographie (Ressources)

- Godefroid Muzalia, Jean de Dieu Mizumbi et Pierre-Yves Muzalia, Économie politique de la chefferie de Basile en territoire de Mwenga (Sud-Kivu), série insecure livelihoods, janvier 2025.
- Justin Mwetaminwa et Thierry Vircoulon, « Un scandale sino-congolais. L'exploitation illégale des minerais et des forêts par les entreprises chinoises au Sud-Kivu », Notes de l'Ifri, Ifri, février 2022.
- Search for Common Ground, Analyse de conflit Zone « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi » Sud-Kivu, R.D. Congo, Octobre 2004 disponible sur <https://documents.sfcg.org/wp-content/uploads/2015/12/SFCG-Analyse-SSSS-Ruzizi-Mwenga-2014-1.pdf>
- FAO. 2023. République démocratique du Congo : Analyses des conflits dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu – Note de synthèse. Rome.
<https://doi.org/10.4060/cc8227fr>
- <https://laprunellerdc.cd/mwenga-environ-60-hectares-des-champs-ravages-par-des-vaches-a-kitutu-et-nyamibungu/>
- <https://times.cd/index.php/2025/03/13/sud-kivu-entre-insecurite-et-crise-sanitairela-population-demunie-face-a-la-penurie-de-medicaments/>
- <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-intensification-de-la-reponse-humanitaire-dans-la-province-du-sud-kivu-rapport-de-situation-17-novembre-2023>
- https://chefferiebasile.org/?page_id=220